



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

## Session Plénière des 13 et 14 octobre 2016

### Intervention de Michel CHASSIER

#### Rapport N°16.04.03 : Rapport d'Orientations Budgétaires 2017.

Monsieur le Président, mes chers collègues,

Si l'année 2017 s'annonce comme un moment essentiel pour l'avenir de notre région, avec les premiers transferts de compétences de la loi NOTRe dès le 1<sup>er</sup> janvier, ce sera aussi une année décisive pour l'avenir de la France, qui devra choisir entre la poursuite du déclin dans le renoncement et la soumission à l'Union européenne ou bien le redressement dans la souveraineté retrouvée.

Pour ce qui est des conséquences de la loi NOTRe, qui répétons-le n'est pas la nôtre, nous pouvons mesurer à quel point tout cela se fait dans l'improvisation, puisqu'il a fallu attendre le 29 septembre, lors du Congrès de l'ARF, pour que le 1<sup>er</sup> ministre annonce une réforme du financement des Régions à l'horizon 2018, qui semble tout de même lointain et difficile à atteindre en pédalo !

Nous l'avons dit dès le départ, non seulement nous n'étions pas d'accord avec la volonté affirmée par cette loi de poursuivre le démantèlement de la Nation au détriment de l'unité, de l'égalité et de la solidarité entre les territoires, mais en plus elle n'était pas accompagnée d'une réforme de la fiscalité locale qu'elle rendait pourtant indispensable.

C'est ainsi que la compétence « développement économique » n'était pas financée, et que le gouvernement doit recourir dans l'urgence à un nouveau bricolage budgétaire, d'ailleurs insuffisant, 17 millions d'euros pour un montant de dépenses estimé à 23, mais qui constitue selon vos propres termes « *une réponse partielle satisfaisante* » !

Voilà le cadre dans lequel s'inscrivent ces orientations pour 2017 qui sont consacrées essentiellement à la question des moyens et très peu au contenu des politiques régionales, en dehors de l'introduction qui demeure très générale.

Sur le contexte économique et financier, je note que vous ne croyez pas aux prévisions optimistes de Michel Sapin, puisque vous citez dans votre rapport le taux de croissance révisé à la baisse par le FMI, mais bien sûr ce serait à cause du Brexit !

Explication pour le moins facile, car la croissance économique en zone euro avait déjà diminué au 2<sup>ème</sup> trimestre 2016, donc avant le vote du Brexit.

Quant aux conséquences sur la croissance 2017, elles ne sont que pure spéculation, puisque chacun sait que le gouvernement britannique n'aura recours à l'article 50

---

## Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

du Traité de Lisbonne qu'au début de l'année prochaine et que durant le temps des négociations, rien ne changera par rapport à la situation présente.

Sur le financement des nouvelles compétences, nous pouvons constater que les 17,25 millions d'euros anticipés au titre de la compensation partielle des nouvelles responsabilités économiques de la Région sont déjà totalement effacés par la nouvelle baisse de la DGF qui sera de 18 millions d'euros, ce qui vous conduit à une nouvelle augmentation de la taxe sur les cartes grises.

Pour 2018, vous nous présentez le projet de remplacement de la DGF par une fraction de TVA comme une « avancée décisive » en raison du dynamisme de la ressource.

Passons sur le fait qu'il ne s'agit pour le moment que d'une annonce alors que nous entrons en période électorale avec ce qu'elle comporte d'incertitude. Mais il faut surtout souligner que le dynamisme de la TVA n'est pas garanti, tout dépend si l'on parle de la TVA brute perçue par l'Etat, ou bien de la TVA nette, qui progresse moins vite que le PIB en raison de la multiplication des dispositifs de dégrèvement.

C'est ainsi que le TVA brute perçue par l'Etat a diminué de 10% entre 2007 et 2009. Même en longue période, de 2007 à 2017, le produit de la TVA nette ne progresse que 5,2% alors que l'inflation cumulée atteint 11,2%, pratiquement le double !

Tout cela vous conduit d'ailleurs à une révision de la stratégie financière régionale, dont j'avais souligné ici-même lors de l'examen du Compte administratif 2015 qu'elle n'était déjà plus respectée :

- Le 1<sup>er</sup> indicateur était le taux d'épargne brute fixé à 30%. Pour 2015 il était de 21,03% donc inférieur à l'objectif pour la 9<sup>ème</sup> année consécutive.
- Le 2<sup>ème</sup> indicateur, c'est l'autofinancement. Vous aviez fixé le niveau à 50%. Nous étions en 2015 à 43,09%.
- Le 3<sup>ème</sup> indicateur, c'est la capacité de désendettement, nous étions déjà à 3,70 années au CA 2015 en incluant les crédits-baux ferroviaires.

Cela signifie que nous abordons ces nouveaux transferts de compétences dans une situation financière qui se dégrade.

Transferts dont nous sommes étonnés de constater que les charges ne sont pas encore évaluées avec précision.

Dans le seul domaine des transports non urbains, vous avancez une fourchette de 120 à 130 millions d'euros, 160 millions à la louche avec la compétence économie, chiffrée par ailleurs à 23 millions d'euros, ce qui nous fait un écart entre hypothèse basse et hypothèse haute de 143 à 160 millions d'euros.

Espérons que cette incertitude qui porte tout de même sur 17 millions d'euros soit levée d'ici le vote du budget, mais ce n'est pas certain.

---

## Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Nous évoquions ce matin ces nouvelles compétences, elles ont aussi pour effet d'accroître la part du fonctionnement dans les dépenses de la Région, en particulier avec le transport scolaire, et vous admettez dans le rapport que les dépenses incompressibles augmentent plus vite que les recettes.

Là encore, nous avons alerté depuis longtemps sur cette évolution et sur la rigidité croissante des dépenses de fonctionnement.

Cela veut bien dire que la Région n'aura pas les moyens pour mettre en œuvre le schéma régional de développement économique, de l'innovation et de l'internationalisation.

Ce qui nous conforte dans notre vision de l'organisation territoriale et du rôle de l'Etat : il est évident que la Région, à fortiori la nôtre avec ses 2,6 millions d'habitants à peine, n'est pas l'échelon pertinent pour la définition et la mise en œuvre d'une stratégie économique.

Tout le monde je crois en est conscient, le contraire serait inquiétant, et nous très bien se dessiner derrière ce constat le fait que c'est bien l'Union européenne qui va maintenant dicter directement aux régions leurs objectifs dans tous les domaines : économie, agriculture, formation, transports etc... de manière de plus en plus précise et contraignante.

Mais nous sommes déjà intervenus ce matin sur ce sujet à nos yeux essentiel, nous attendons la présentation du BP 2017 pour connaître la traduction de ces orientations dans les différentes politiques régionales, et nous ferons part de nos propositions.